



Discours des vœux 2026

Monsieur le ministre de l'Intérieur, cher Laurent NUÑEZ,

Monsieur le sous-préfet Marc ZARROUATI, représentant le préfet d'Ile-de-France,

Monsieur le directeur-adjoint de la DLPAJ, cher Vincent PLOQUIN,

Madame la Cheffe du Bureau central des cultes, chère Parvine LACOMBE,

Monsieur le Conseiller du Premier ministre, cher Olivier MARMION,

Monsieur le Conseiller du Ministre des Affaires étrangères, cher Jean-Christophe PEAUCHELLE,

Madame la cheffe de la Miviludes, chère Audrey KEYSERS,

Monsieur l'adjoint au Major Général des Armées, le Général RÉAL,

Monsieur le nonce apostolique, cher Mgr MIGLIORE,

Madame et Messieurs les représentants des Ambassadeurs d'Israël, du Royaume-Uni et d'Haïti,

Madame la rectrice de la mosquée de Javel, et présidente des Associations-Mosquées de Paris,
chère Najat BENALI,

Monsieur le président du Consistoire central, cher Elie KORCHIA,

Madame le Rabbin, chère Pauline BEBE,

Monsieur le vice-président de la Conférence des évêques de France, Mgr BENOIT,

Monsieur le représentant de l'archevêque de Paris, Père BASCOUL,

Monsieur le représentant de Mgr Jean de DOUBNA, Père André SVYNAROV,

Monsieur le représentant de Mgr DIMITRIOS, Père Ivan BIRR,

Monsieur le représentant de Mgr JOSEPH, Mgr MARC

Madame la représentante de l'Union bouddhiste de France, Liliane LEFAIT-CHATEL,

Monsieur le président du CNEF, cher Erwan CLOAREC,

Mesdames et Messieurs les représentants des partenaires de la FPF (France TV, Aéroport de Paris)

Monsieur le président de la Fondation du protestantisme, cher Antoine DURRLEMAN,

Madame la présidente de la Fédération de l'Entraide protestante, chère Isabelle RICHARD,

Mesdames et Messieurs les membres du Bureau, responsables des services, présidents des
commissions et représentants des membres de la FPF,

Chers amis de la Fédération protestante de France,

C'est un grand plaisir de vous accueillir ce soir à la Maison du protestantisme pour cette cérémonie des vœux.

Monsieur le ministre, je tiens à vous remercier très sincèrement d'avoir accepté notre invitation. Votre présence honore le protestantisme dans son ensemble et manifeste l'attention portée aux engagements qu'il assume dans le cadre républicain, au service de la cohésion de notre société.

En ce début d'année, permettez-moi d'adresser à chacune et chacun d'entre vous mes vœux les plus chaleureux. Que, dans les responsabilités qui sont les vôtres comme dans vos engagements personnels, l'écoute l'emporte sur la crispation, le dialogue sur l'incompréhension, et la confiance sur la résignation et le découragement.

Au-delà des vœux, il est nécessaire de prendre un instant pour nommer le temps que nous traversons. Nous vivons une période marquée par des tensions fortes et des incertitudes profondes — géopolitiques, sociales, démocratiques. Ces tensions ne se limitent pas aux débats publics : elles affectent notre manière de faire société, notre rapport à l'altérité, et notre capacité collective à vivre la pluralité. Les réalités que vivent nos sœurs et frères juifs et musulmans de France en sont une expression qui ne peut que nous alarmer.

Il faut regarder cette réalité en face. Nous sommes dans un temps où il s'agit plus de tenir que de se projeter : tenir dans les engagements, tenir dans la solidarité, tenir aux valeurs universelles. Les acteurs de terrain nous alertent sur l'ampleur inédite des fragilités sociales, et sur les difficultés croissantes, y compris administratives, qui pèsent à la fois sur les plus vulnérables et sur les associations dont le projet est de leur venir en aide. Alors, il faut tenir, mobiliser les ressources de résilience.

Dans ce contexte, les religions ont un rôle particulier à jouer. Paul Ricœur rappelait que leur tâche première est de faire naître un esprit de bonté dans le cœur de chacun. Elles sont des réseaux humains, des institutions locales, des lieux d'engagement discret mais constant. Elles constituent une ressource précieuse de ce que Pierre Bourdieu appelait le capital social. Elles sont à même de créer du lien, de restaurer la confiance, de nourrir l'empathie pour autrui dont nos concitoyens, et dont collectivement notre pays, a tant besoin.

Après le 7 octobre 2023, la fraternité a tenu bon en France. Le Président de la République l'a rappelé dans ses vœux aux autorités religieuses. Les responsables des cultes y ont contribué, par leur retenue, leur sens des responsabilités et leur engagement commun. Parce que la fraternité est une exigence concrète, nous continuons de porter l'idée d'une Journée de la fraternité, convaincus qu'elle ne se décrète pas, mais qu'elle se construit, dans la durée, par des engagements réels et partagés. Les aléas des gouvernements successifs n'ont pas permis à cette proposition faite au Président de la République de prospérer. Nous ne l'abandonnons pas pour autant. La fraternité ne tient pas par des discours. Elle tient par des engagements concrets, portés localement, avec constance et retenue. Il nous paraît essentiel que, dans notre société, tous les citoyens puissent s'engager personnellement pour faire vivre cette promesse de la République.

Notre contexte incite à valoriser des récits positifs. Monsieur le ministre, vous avez dévoilé hier (mardi 27 janvier) les chiffres relatifs à l'immigration pour l'année 2025. Bien conscient de la réception de ces chiffres par l'opinion publique, et surtout de leur instrumentalisation, je tiens à saluer la reconduction du protocole des Couloirs humanitaires, protocole signé durant l'été 2025 avec le ministère de l'Intérieur et le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, en partenariat avec la Fédération de l'Entraide protestante. Dans ce cadre, depuis 2017, près de 500 personnes ont été accueillies en France. Le chiffre est modeste, mais les résultats sont remarquables : après 24 mois de présence sur notre territoire, 100% d'entre elles ont pu accéder au logement autonome, et plus de

80 % à l'emploi. Ce protocole permet d'écrire un récit positif, un récit de droits humains vécus concrètement, droits humains qui par essence ne peuvent être qu'universels.

Monsieur le ministre, nous avons récemment célébré les 120 ans de la loi de 1905. Je ne puis que le redire : cette loi est une loi de liberté et non le cadre contraignant du religieux ou cultivant le soupçon à son égard. Je tiens à saluer la création, au sein de votre ministère, d'une instance opérationnelle portée par la DLPAJ, visant à résoudre de manière pragmatique et au plus près des ministères ou des administrations concernées, les difficultés liées à l'exercice du culte et aux activités culturelles des religions. Cette instance opérationnelle porte la promesse d'une laïcité vécue dans un cadre de confiance et d'action partagée.

Dans le même esprit. Le dialogue avec les pouvoirs publics se fait habituellement lors des auditions ponctuelles des cultes ou lors des rencontres sollicitées par l'une des instances représentatives pour un sujet qui lui est propre. Il nous semblerait opportun d'instaurer « un dialogue ouvert, régulier et transparent » entre l'État, les responsables des cultes et des familles philosophiques, à l'image de ce que prévoit le traité de fonctionnement de l'Union européenne. Des rencontres régulières du ministre des cultes avec les responsables des cultes pourraient conforter leur sens de la responsabilité citoyenne. Elles pourraient avoir pour objet de discuter les enjeux de l'exercice du culte et de leur contribution au bien commun.

L'année 2026 sera une année importante pour la Fédération protestante de France. Elle s'inscrit dans la fidélité à ses missions fondatrices : rassembler les expressions du protestantisme, représenter les protestants auprès des pouvoirs publics, porter la parole protestante dans les débats sociaux, avec et auprès des autres religions, et témoigner par le service, avec confiance et espérance.

L'Assemblée générale qui s'ouvrira vendredi en donnera le ton. Elle actera l'effort collectif des Églises évangéliques pour soutenir et manifester leur pleine solidarité à la FPF. Elle sera appelée à adopter de nouveaux statuts dont l'un des objets est d'établir plus clairement une gouvernance portée, sur le plan ecclésial, par les familles luthéro-réformées et évangéliques. Elle travaillera l'articulation entre témoignage protestant et cadre de la laïcité. Elle verra enfin la publication d'un texte de la commission Éthique et société sur les personnes transgenres, témoignage que la Fédération, son éthique de l'écoute et du dialogue, sait produire une parole commune, même sur un sujet des plus clivants. L'accompagnement de la réception de ce travail sur la transidentité, dans une démarche d'écoute et de discernement théologique, marquera cette année.

Deux chantiers structureront particulièrement notre année. Le premier concerne l'élaboration d'une contribution protestante aux élections présidentielles de 2027. Les élections sont des moments de vérité démocratique. Elles peuvent être des temps de débat clarifiant les enjeux d'un moment et permettant d'identifier une vision à privilégier, mais aussi un temps de tension et d'instrumentalisation. Les protestants ne cherchent ni à orienter les choix politiques, ni à se substituer au débat citoyen. Mais ils ont une responsabilité claire : rappeler les principes de liberté et de l'État de droit, refuser toute instrumentalisation du religieux à des fins politiques, et contribuer à un climat d'apaisement et de discernement. Notre contribution s'enracinera dans la capacité du protestantisme fédératif à dialoguer et à se tenir ensemble dans le respect de sa diversité. Nous voulons travailler à une contribution qui puisse interpeller nos concitoyens ainsi que ceux qui aspirent aux fonctions électives de représentation.

Le second chantier concerne la territorialité de la Fédération et l'articulation des nos 5 strates. Pour mémoire, 3 strates de territorialité sont liées à nos services d'aumônerie et sont par conséquent

calqués sur l'organisation de leur administration de référence. Deux autres strates sont liées à la vie fédérative et à sa mission. Pour répondre à la loi confortant le respect des principes de la République du 24 août 2021, nous voulons que, dans chaque département, les représentants de l'État puissent identifier un interlocuteur protestant clairement référencé, connaissant la pluralité du protestantisme et capable de porter une parole commune, responsable et fidèle à l'esprit fédératif. C'est un changement profond dans l'organisation de la FPF qui durant un siècle s'est principalement contentée d'une représentation au niveau national. Cette évolution est aujourd'hui nécessaire pour répondre aux attentes de notre temps.

Nous poursuivrons également notre lutte contre toutes les formes de violences, notamment spirituelles et sexuelles. La liberté religieuse ne peut jamais être dissociée de la protection des personnes. Le travail mené avec France Victimes, la coopération avec la Miviludes, avec laquelle nous sommes le 1^{er} culte à signer une convention, et l'élaboration d'une Charte des bonnes pratiques pastorales en seront les expressions concrètes.

Je veux enfin saluer l'engagement des aumôneries, 615 aumôniers assurent une présence pastorale auprès de l'armée, des prisonniers, des malades, et dans les aéroports. L'aumônerie aux Armées conduit un projet de formation pour préparer nos aumôniers à la perspective d'un conflit de haute intensité ; l'aumônerie des établissements sanitaires et médico-sociaux porte un projet de formation des aumôniers pour renforcer leurs compétences dans l'accompagnement spirituel ; le service de l'aumônerie aux aéroports se structure et se développe. et l'aumônerie carcérale travaillera à sa réorganisation pour s'adapter à l'évolution de son cadre d'intervention.

« Le fruit de la justice sera la paix. »

En conclusion, je forme le vœu que ce verset, choisi pour l'année 2026, nous inspire, et peut-être nous dérange quelque peu. Il nous rappelle qu'il n'y a pas de paix sans justice. La paix ne se décrète pas, ne s'impose pas par la menace. Elle se construit, par la vérité, la bienveillance, la justice, dans une action responsable et engagée.

C'est cette paix que les protestants souhaitent continuer à servir, au cœur de la société française et plus globalement dans le monde, afin que tous, qu'ils croient au ciel ou non, puissent en goûter les fruits.

Tels sont nos vœux pour l'année à venir.